

ASSEMBLÉE NATIONALE

26 septembre 2023

PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES POUR LES ANNÉES 2023 À 2027 - (N° 1675)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 25

présenté par

Mme Maximi, Mme Amiot, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Éliisa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terre noir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE PREMIER**RAPPORT ANNEXÉ**

Compléter la première phrase de l'alinéa 3 par les mots :

« , et l'opportunité que cette agression a constitué pour certains industriels d'augmenter leurs marges et de spéculer sur le prix des matières premières ont assombri les perspectives de reprises à partir de fin février 2022, en entraînant une forte hausse des prix ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, il s'agit d'imputer la responsabilité de cette inflation galopante à leurs réels auteurs : les profiteurs de crise.

Nous n'avons eu de cesse en 2022 d'alerter sur la hausse des marges et les superprofits engendrés par les profiteurs de crise, en vain. Monsieur Le Maire a fait mine jusqu'au bout de ne pas savoir ce

qu'est un superprofit pour éviter tout débat sur leur mise à contribution de la solidarité nationale. Désormais nous ne sommes plus seuls : comme le FMI démontre le 26 juin 2023, étude à l'appui, le premier moteur de l'inflation dans la zone euro n'est autre l'augmentation des profits des entreprises. Elles ont su profiter de ce contexte pour augmenter indûment leurs marges, sans augmenter au moins les salaires en conséquence. Ajoutons qu'en dépit de cette étude faisant autorité, le gouvernement continue à nous opposer un refus apeuré au blocage des prix pour protéger réellement les Français, de même qu'à la taxation des superprofits iniques pour faire payer ceux qui s'enrichissent pendant que certains ne peuvent plus se nourrir à leur faim.

Cet amendement entend donc rétablir les causes réelles de la crise économique et sociale que nous traversons : ce ne sont pas des "rebonds de tensions d'approvisionnement" qui saignent les Français, mais bien les entreprises auxquelles votre politique néolibérale a donné tout pouvoir.